

Chronique

INTERNATIONALE

Menace contre la révolution

Lucien Gauthier

Les violences qui ont eu lieu en Egypte et en Tunisie sont utilisées par les grandes puissances et leurs porte-parole pour une nouvelle fois tenter de s'en prendre à l'action des travailleurs et des jeunes. Le quotidien *Le Monde*, dans son éditorial du 10 mai, écrit : « *En Tunisie comme en Egypte, la difficile transition politique a lieu sur fond de difficultés économiques grandissantes (...), créant ensuite un terrain favorable à l'extrémisme politique.* » Les responsables du désordre seraient ces « extrémistes politiques », c'est-à-dire les travailleurs et les jeunes qui revendiquent un emploi ? Et le quotidien d'écrire : « *Les pays du G 8 qui se réunissent fin mai doivent dégager rapidement une aide massive au profit du Caire et de Tunis.* »

« L'aide » apportée par les grandes puissances, l'Union européenne, le FMI, à la Tunisie comme à l'Egypte n'a eu à ce jour et n'aura pour résultat que l'approfondissement du pillage du pays, la surexploitation des travailleurs,

la précarité généralisée pour la jeunesse. En Tunisie, mais également en Egypte, les peuples veulent du travail, des augmentations de salaires, la nationalisation

des entreprises qui ont été privatisées par les régimes inféodés aux grandes puissances.

« L'extrémisme » que dénonce *Le Monde*, c'est le mouvement des travailleurs avec leur syndicat, l'UGTT, pour leurs revendications. Ces revendications sont en effet contradictoires avec la poursuite de la soumission de la Tunisie et de l'Egypte aux plans de l'Union européenne et du FMI. Pour ce faire, les travailleurs et les jeunes veulent en finir avec ces régimes dits de « *transition démocratique* », dont le seul objectif est de préserver cette inféodation à la politique de l'impérialisme. L'Assemblée constituante en Tunisie ne doit pas viser à « relooker » le régime en place, mais à assurer la souveraineté du peuple, qui doit pouvoir décider librement de son sort.

Le gouvernement parle déjà de reporter des élections et fait réprimer les manifestants qui appellent à sa démission. Les violences, ce sont celles des grandes puissances et de leurs relais locaux, qui cherchent à faire obstacle à la révolution des masses tunisiennes pour se libérer de l'exploitation et de l'oppression.

L'événement



Tunis, le 6 mai 2011 : la police arrête l'un des jeunes manifestants venus dénoncer le "gouvernement de transition"

(photo AFP)

Tunisie : la répression contre les manifestants s'intensifie.
Le gouvernement envisage de reporter les élections à la Constituante

“Ni terreur ni peur, le pouvoir appartient au peuple”

De nos correspondants

“L' Premier ministre est un menteur », déclare Farhat Rajhi, l'ex-ministre de l'Intérieur du gouvernement Caïd Essebsi, faisant référence à la procédure de son écartement éclair du gouvernement. Le Premier ministre avait expliqué que sa démission du gouvernement était une simple mesure technique, alors que Farhat Rajhi affirme avoir été écarté du gouvernement pour son désaccord avec les manœuvres et les complots qui se préparent.

En effet, Farhat Rajhi a dénoncé publiquement l'existence d'un gouvernement de l'ombre, avec l'implication d'un homme d'affaires proche parmi les proches de Ben Ali, Kamel Ltaief, qui fut l'un des acteurs du coup d'Etat militaire qui a porté Ben Ali à la tête de l'Etat, le 7 novembre 1987. « Ces propos émanent d'une personne irresponsable et fourbe », répond le Premier ministre, Caïd Essebsi.

Et tout l'appareil politique du gouvernement s'affole. « *Propagation de fausses informations, ce qui suscite le doute, porte atteinte à l'ordre public et manipule les sentiments des citoyens* », déclare Moez Sinaoui, le responsable de la communication auprès du gouvernement. Le ministère de la Défense brandit la menace de traduire en justice le contrevenant.

La célérité du gouvernement de vouloir traduire en justice un ex-ministre de l'Intérieur fraîchement destitué pour avoir simplement parlé contraste étrangement avec le silence assourdissant pour tout ce qui concerne les hommes politiques véreux, corrompus et assassins du RCD, qui continuent à circuler librement dans le pays.

Mensonge, manipulation, c'est ce qui semble caractériser le gouvernement Caïd Essebsi, qui s'était empressé, dès sa prise

de fonction, de déclarer que la première urgence à laquelle il allait s'atteler était de rétablir « l'ordre et la dignité de l'Etat ».

Les revendications qui ont uni le peuple dans sa révolution sont toujours à l'ordre du jour : en finir avec le régime du RCD, qui perdure à tous les niveaux de l'appareil de l'Etat, malgré sa dissolution judiciaire, en finir avec le chômage et la précarité, traduire en justice les responsables du pillage des richesses du pays et de la répression.

Les révélations de l'ex-ministre de l'Intérieur et les propos inconsistants du Premier ministre quant à la solution de la question du chômage ont déclenché dans toutes les régions du pays et les principales grandes villes des manifestations de protestation qui réclament la destitution de Caïd Essebsi.

A Sidi Bouzid, les citoyens, les chômeurs et les élèves, encadrés par les syndicats de l'UGTT, ont manifesté contre la situation sociale qui ne change pas. C'est également le cas à Meknassi.

A Metlaoui, la question du chômage est toujours sans solution et les manœuvres de division et d'opposition des tribus continuent. Des grèves massives dans tout le bassin minier sont conduites par les syndicats de l'UGTT. L'état d'urgence est proclamé.

A Sfax, des manifestations massives sont conduites par l'union régionale de l'UGTT. Le syndicat des agents municipaux appelle à la grève nationale pour le 9 mai.

A Tunis, une importante manifestation s'est rassemblée devant le ministère de l'Intérieur, le 7 mai, et a réclamé le départ de Caïd Essebsi. « *Ni terreur ni peur, le pouvoir est au peuple* », « *Le peuple appelle à une seconde révolution* », scandaient les manifestants.

A Siliana, l'union régionale de l'UGTT publie une déclaration qui dit : « *En protestation contre les propos méprisants et provocateurs pour la région de Siliana du Premier ministre, lors de son intervention télévisée du 8 mai, un sentiment populaire général de rejet conduit l'union régionale de l'UGTT de Siliana à proclamer la grève*

générale pour le 10 mai, suivie d'un rassemblement pacifique devant le siège de la préfecture, à partir de 9 heures et ce, jusqu'à midi. »

Mais le gouvernement Caïd Essebsi ne dispose d'aucune autre solution que la répression. « *Ils veulent nous faire revenir à l'avant-14 janvier* », nous dit un militant syndicaliste du ministère des Finances. Réprimer, rétablir l'état d'urgence, arrêter les dirigeants et les militants syndicalistes, menacer de traduire en justice l'ex-ministre de l'Intérieur, alors que les responsables du délabrement du pays sont toujours libres de leurs mouvements.

Mieux, l'une des grandes figures de la corruption et des menées mafieuses du régime de Ben Ali, Imed Trabelsi, vient d'être condamné à deux ans de prison pour... consommation de stupéfiants.

Voilà tout le programme politique de Caïd Essebsi.

C'est dans ces conditions que Ben Achour, le président de la Haute Instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique, annonce le report probable de la date des élections à l'Assemblée constituante, propos confirmés par le Premier ministre lors de son allocution télévisée.

Le dispositif mis en place par le gouvernement et appuyé par l'Union européenne, qui a délégué ses experts pour « *aider M. Ben Achour pour la préparation du Code électoral* », selon les propos de M. Koetsenruijter, chef de la délégation de la Commission européenne à Tunis, se heurte à la mobilisation des masses.

Le peuple tunisien veut assurer souverainement la victoire de sa révolution dont la condition *sui generis* est la destitution du gouvernement Caïd Essebsi et la dissolution de la Haute Instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique, pour appeler à une Assemblée constituante souveraine où toutes les forces de la révolution seront les mandataires du peuple.

L'union régionale de l'UGTT de Siliana appelle à une grève générale le 10 mai

ÉGYPTE

Provocations et divisions



Armée et policiers anti-émeute se déploient dans le quartier de l'église incendiée à Imbaba, au Caire.

Correspondant

Affrontements religieux entre coptes et musulmans, « tensions inter-communautaires » ou provocation montée de toute pièce ?

La nuit de violence du samedi 7 au dimanche 8 mai, dans le quartier populaire d'Imbaba, au nord-ouest du Caire, a fait 12 morts et 262 blessés, dont 65 auraient reçu une balle, selon un bilan officiel. Deux églises ont été incendiées à la suite d'affrontements qui ont duré toute la nuit.

Des allégations, vieilles de plusieurs mois, selon lesquelles une femme chrétienne copte était cloîtrée par l'Église, car elle avait épousé un musulman et souhaitait se convertir à l'islam, ont servi de prétexte. A coups de fusil, de cocktails Molotov et de pierres, 400 individus ont mis le quartier à feu et à sang, incendié deux églises et saccagé des boutiques tenues par des coptes, le tout, sous le regard passif de l'armée. Interviewée quelques heures plus tôt sur la chaîne Christian TV, la femme avait pourtant démenti les allégations la concernant.

Le Monde, daté du 10 mai, rapporte que, selon « les prêtres du quartier Imbaba, les attaquants étaient des baltagueyas (des voyous souvent assimilés à l'ancien régime) et des salafistes. Ces deux catégories avaient déjà été mises en cause dans les incidents précédents. Les coptes ont également dénoncé le laxisme de la police. » Et le quotidien d'ajouter : « Beaucoup considèrent que les récentes violences confessionnelles sont provoquées par les forces "contre-révolutionnaires" pour briser l'unité de leurs rangs. »

Le communiqué publié par le parti Wafd, lundi 9 mai, résume le point de vue partagé par tous les partis, groupes et coalitions : « Les mains maléfiques qui agissent dans l'ombre en vue de saper la stabilité de l'Égypte sont celles des restes du régime de Moubarak et de sa cinquième colonne. » La nuit de violences d'Imbaba est une provocation évidente.

A l'issue d'une réunion de crise du gouvernement, le ministre de la Justice, Abdel Aziz al-Gindi, a déclaré que les autorités vont « frapper d'une main de fer tous ceux qui

cherchent à nuire à la sécurité de la nation ». « Les lois antiterroristes seront utilisées contre les auteurs de troubles », a-t-il ajouté. Le Conseil suprême des forces armées a annoncé, dimanche 8 mai, que 190 personnes ont été arrêtées et qu'elles seront déferées devant des tribunaux militaires. Un général a promis que l'armée « ne permettra pas à quelque courant que ce soit d'imposer son hégémonie ». D'importants effectifs de soldats et de policiers anti-émeute ont été déployés autour de l'église Saint-Ménas et un couvre-feu a été imposé dans le secteur jusqu'au lundi 9 mai à 11 heures.

Selon la télévision d'Etat, le gouvernement attribue les violences à des fidèles du régime de Hosni Moubarak. Mais alors, comment ne pas s'interroger, comme le fait le journaliste et réalisateur Sharif Abdel

“Pourquoi les militaires, présents sur les lieux au moment où la violence s'est produite, sont-ils restés à l'écart pendant que le pire arrivait et ne sont-ils pas intervenus ?”

(Le journaliste et réalisateur Sharif Abdel Kouddous)

Kouddous, qui écrit : « Ce que nombre de personnes, et beaucoup de coptes en particulier, ne comprennent pas, c'est pourquoi les militaires, présents sur les lieux au moment où la violence s'est produite, sont restés à l'écart pendant que le pire arrivait et ne sont pas intervenus. » Comment ne pas rappeler que le Conseil suprême des forces armées n'a pas levé l'état d'urgence, a adopté une loi interdisant les manifestations, les sit-in et les grèves, et traduit des civils devant les tribunaux militaires ?

A la suite des événements d'Imbaba, des milliers de coptes se sont rassemblés, dimanche 8 mai, devant Maspero (le siège de la télévision d'Etat), pour exiger une enquête et le châtimement des coupables. Des slogans contre le chef du Conseil suprême des forces armées ont fusé. De nouvelles provocations ont eu lieu. Lundi 9 mai, une marche s'est déroulée dans Imbaba, encerclée par l'armée et la police anti-émeute. Côte à côte, chrétiens et musulmans ont manifesté et lancé : « L'Égypte est à tous les Égyptiens ! » Puis, à Maspero encore, plusieurs milliers ont scandé : « Chrétiens et musulmans sont une seule main ! »

A l'heure où des millions défendent leurs droits bafoués par le régime d'oppression qu'ils veulent mettre à bas, ils rejettent la division sous quelque prétexte que ce soit. ■



Dans le quartier d'Imbaba, au Caire, chrétiens et musulmans manifestent côte à côte.

Accord entre le Hamas et l'Autorité palestinienne

Unité nationale palestinienne ?



Gaza, le 15 mars 2011 : manifestation de Palestiniens contre la division de leur peuple.

Par François Lazar

C'est sous l'égide de l'Égypte que des délégations des mouvements ennemis Fatah (parti palestinien qui dirige l'Autorité palestinienne) et Hamas (qui dirige la bande de Gaza) se sont rencontrées au Caire, le 27 avril 2011, pour évoquer la question d'une unité nationale palestinienne.

Il y a quelques semaines, le 15 mars, d'importantes manifestations ont eu lieu simultanément à Gaza et en Cisjordanie pour exiger l'unité du peuple palestinien.

Le Hamas et l'Autorité palestinienne s'étaient vus mis en cause par les manifestations.

Le texte de l'accord a été publié par la presse palestinienne indépendante.

Le document, qui établit ce que devrait être la base d'une « réconciliation nationale palestinienne », ne fait aucune référence aux réfugiés palestiniens qui vivent dans les camps, en dehors du territoire palestinien, ni aux Palestiniens qui vivent à l'intérieur de l'Etat d'Israël. Le cadre est, par conséquent, toujours celui de l'Autorité palestinienne issue des accords d'Oslo de 1993, ce qui fait dire à un commentateur d'Al Jazeera : « Qu'il le réa-

lise ou pas, le Hamas est bel et bien entré dans une coalition avec Israël et Abbas pour gérer les territoires occupés. »

Le Hamas, « épouvantail » préféré de l'Etat d'Israël, est profondément ébranlé par la situation en Syrie et en Égypte. Moyen de pression sur l'Etat d'Israël de la part des Etats arabes qui affirment ainsi soutenir la « résistance » palestinienne, les dirigeants du Hamas n'ont jamais aspiré à rien d'autre qu'à diriger l'Autorité palestinienne et en récupérer les subsides à la place de leur concurrent. Désormais, de part et d'autre, il faudra partager. Le document d'« unité » est essentiellement un accord préélectoral, qui inclut une clause sur la constitution d'un « Haut Conseil de sécurité », qui serait créé par un décret du président palest-

“Nous devons nous préparer à des changements dans la réalité concernant l'Égypte, et plus généralement le Moyen-Orient”

(Le vice-Premier ministre israélien, Silvan Shalom)

inien et qui sera constitué d'officiers faisant consensus. L'accord indique également que le Fatah et le Hamas formeront « un gouvernement palestinien » provisoire et de désigneront « le Premier ministre et les ministres par consensus ». Ce gouvernement provisoire sera chargé, selon l'accord, de préparer la tenue d'élections présidentielle et législatives. Pour toute perspective, Fatah et Hamas proposent ainsi de gouverner en commun l'Au-

torité palestinienne, qui prendra peut-être le nom d'« Etat de Palestine », mais ne sera jamais rien d'autre qu'une vaste zone économique spéciale de l'Union européenne, dans laquelle toute revendication sera interdite.

L'armée égyptienne, qui continue de toucher les subventions américaines, veut montrer sa capacité à maintenir l'ordre, tout en épousant les revendications démocratiques exprimées par la population du pays, qui considère que l'Etat d'Israël, fondé sur la négation des droits palestiniens, demeure le principal obstacle à la paix dans la région.

Récemment, le ministre égyptien des Affaires étrangères, Nabil el-Arabi, a déclaré comme « honteuse » la décision de l'Égypte de fermer la frontière de Gaza en 2007. De tels propos, qui n'auraient pas pu être tenus sous le gouvernement Moubarak, sont la marque d'une situation qui doit prendre en considération une opinion publique égyptienne très hostile à l'Etat d'Israël. Pour autant, le gouvernement égyptien a nettement indiqué son intention de maintenir les accords passés, notamment ceux de Camp David (la paix avec Israël signée en 1979).

Quant à lui, le vice-Premier ministre israélien, Silvan Shalom, a déclaré à la radio israélienne : « Nous devons nous préparer à des changements dans la réalité concernant l'Égypte, et plus généralement le Moyen-Orient. » ■

EN BREF

Répression au Yémen

Cinq manifestants ont été tués lundi 9 mai, dans la ville de Taëz, après que la police yéménite a tiré à balles réelles sur la foule des manifestants. Depuis le début des manifestations pour chasser le président Saleh — un protégé des Etats-Unis —, on dénombre près de 200 morts.

tiative des premières manifestations, proposent un débat sur l'article 19 de la Constitution, qui déclare le roi Amir al-Mouminine, c'est-à-dire commandeur des croyants, affirmant ainsi la sacralité de sa personne.

Des Libyens morts en mer

Selon le quotidien britannique *The Guardian*, un bateau de réfugiés venant de Libye et en perdition en Méditerranée n'aurait pas reçu de secours. Soixante et une personnes seraient mortes sur un total de 76 passagers, après avoir dérivé seize jours. Le quotidien britannique met en cause l'armée française, qui aurait repéré le navire et n'aurait rien fait. L'état-major français a nié catégoriquement. Il a reçu le soutien de l'Otan. Le Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU considère que « vu le nombre de bateaux militaires et autres qui croisent en Méditerranée, il est tragique qu'un bateau ait pu dériver aussi longtemps sans être secouru ».

Nouvelles manifestations au Maroc

Dimanche 9 mai, ce sont encore des dizaines de milliers de manifestants qui ont défilé dans plusieurs villes du pays. Les partis d'opposition ont accepté de participer à la « commission de la réforme de la Constitution » mise en place par le roi pour tenter de préserver son régime en le « démocratisant ». La plupart des forces politiques se prononcent pour le maintien de la monarchie, en lui donnant un caractère de monarchie constitutionnelle. Certains, notamment parmi les jeunes qui ont été à l'ini-

Photo IO

Photo AFP

Chronique

INTERNATIONALE

Répression
en Syrie

Marguerite Leuwen

Lors d'un meeting, le 8 mai, la secrétaire générale du Parti des travailleurs d'Algérie, Louisa Hanoune, est revenue sur les développements en Syrie et en Libye : « Les interventions étrangères dans ces pays sont très dangereuses et poussent à des guerres civiles. Nous sommes solidaires avec ces peuples et leurs aspirations à un processus démocratique, mais nous refusons que l'unité de ces nations soit mise en péril. » La situation en Syrie est, de ce point de vue, extrêmement dangereuse. La répression féroce se poursuit. Les chars de l'armée sont entrés samedi à Banyas, puis, le lendemain, à Homs et à Tamas. Depuis le début des manifestations, 600 personnes ont été tuées et plusieurs milliers auraient été arrêtées. Le régime de Bachar el-Assad était présenté par les grandes puissances, notamment les États-Unis et la France, comme un régime qui réformait le pays. Bachar avait pris le pouvoir en 2000, à la mort de son père, Hafez el-Assad. Depuis les années 1960, le régime du parti Bass, dirigé par Hafez el-Assad, avait joué la carte de l'anti-impérialisme. Il se présentait comme un pilier de l'opposition à l'État d'Israël. C'est au nom de la lutte contre Israël qu'il avait occupé militairement le Liban, selon ses dires pour préserver l'unité du pays. Dans le cadre de la politique mondiale, le régime était soutenu par l'URSS, qui utilisait dans ses rapports avec les États-Unis. Lors de la première guerre du Golfe, en 1990-1991, les chefs du Kremlin dirigé par Gorbatchev avaient approuvé l'intervention militaire américaine en Irak. La Syrie fit de même et envoya des troupes, rompant ainsi avec son discours panarabiste et socialisant. L'arrivée au pouvoir de Bachar, en 2000, visait à ouvrir — ce qu'il commença à faire — le pays aux investisseurs étrangers et aux accords avec le Fonds monétaire international, entraînant ainsi une paupérisation de la population et jouant des clivages entre les différentes communautés de ce pays, qui est une mosaïque de populations différentes. Le peuple syrien, lui, ne veut pas de la guerre civile, de la dislocation de la nation, mais il veut la satisfaction de ses revendications.

ALGÉRIE

“Une véritable révolution sociale”

(Louisa Hanoune lors d'un meeting, le 8 mai)

De notre correspondant

L'article du quotidien algérien *Liberté* (7 mai) s'alarme : « Tous les secteurs revendiquent des augmentations de salaires, des améliorations dans leur statut et davantage de concessions de la part des pouvoirs publics. Aussi légitimes soient-elles, ces revendications posent un sérieux problème : l'Algérie, même aisée financièrement, peut-elle se permettre le luxe d'accéder aux revendications de tout ce beau monde ? (...) Elle porte un sérieux coup au cadre légal de concertation entre partenaires socioéconomiques et gouvernement : la tripartite devient insignifiante, telle une comète nageant loin de la Terre ! Désormais, c'est la rue qui décide. »

En effet, ce sont, depuis le début de l'année 2011, 2 700 conflits sociaux qui ont été dénombrés : jeunes, médecins, fonctionnaires, personnel territorial, enseignants, secteur industriel, avec à la clé la satisfaction de leurs revendications. Le Parti des travailleurs est pleinement engagé dans cette mobilisation.

Rendant compte d'un meeting du PT où Louisa Hanoune revient sur cette question, le journal *Horizons* écrit :

« Elle fera savoir que son parti a créé 400 comités sociaux sur le territoire national. Dans ces comités qui aboutiront à une assemblée générale, les réformes sont débattues. Il ne s'agit plus de débattre des droits sociaux, mais également des systèmes économiques et politiques. Nous vivons dans notre pays une véritable révolution. Une révolution intelligente par laquelle le peuple est arrivé à des résultats : augmentations de salaires, régimes indemnitaires,

Photo AFP



Alger, le 3 avril 2011 : manifestation d'agents municipaux pour les salaires.

réformes (...). En outre, ajoutée-elle, le PT est contre certaines mesures inscrites dans la loi de finances complémentaire 2011. « Pour maîtriser les prix du marché, l'État a décidé de maintenir les exonérations dont bénéficiaient les barons du sucre et de l'huile depuis janvier dernier. Une exonération de 300 milliards de dinars ! Ce n'est pas une solution. Pis, cela permettra à ces barons de prendre l'État en otage. La solution est de favoriser la production nationale en procédant à l'ouverture de toutes les entreprises publiques fermées jusque-là. Chose qui permettra aussi la création de deux millions d'emplois permanents »,

conclut-elle. »

Le *Courrier* note : « Abordant le programme des réformes du chef de l'État, la SG du Parti des travailleurs, qui réitère, encore une fois, la ven-

dication d'une Constituante à travers laquelle les Algériens puissent avoir, à ses dires, « de vrais représentants révocables », a salué un bon nombre de points, mais en parallèle se permet de mettre en évidence quelques contradictions et contrariétés qui pourront mener aussitôt à l'échec toutes ces réformes.

Elle estime, à cet effet, qu'« il ne peut y avoir de vraies réformes politiques d'envergure avec un Parlement décrédibilisé sans aucune légitimité. On ne peut pas faire du neuf avec du vieux, sinon, comment un Parlement aussi décrié pourrait-il concourir à la rédaction de la nouvelle Constitution ? »

A cet égard, Louisa Hanoune dira qu'il « est impératif d'organiser durant l'année en cours des élections législatives anticipées, afin d'entrer dans une nouvelle ère. Nous ne devons pas attendre 2012 pour faire la rupture avec les mentalités du parti unique et les séquelles de la tragédie nationale. Nous ne devons pas attendre 2012

pour préserver la nation algérienne. »

Car selon elle, l'Algérie connaît, à travers les mouvements de protestation actuels, un vrai processus révolutionnaire. Le peuple aspire à plus de démocratie et de liberté. »

Le quotidien *La Tribune* indique : « C'est une salle Sierra Maestra archicomble qui a accueilli hier le meeting du Parti des travailleurs à l'occasion de la célébration du 66^e anniversaire des massacres du 8 mai 1945 (...). Mme Hanoune reviendra sur la revendication immuable de son parti, et qui a été également celle du PPA, à savoir l'Assemblée constituante souveraine (ACS). « Celle-ci n'est étrangère ni à notre histoire ni à nos traditions. Elle est aujourd'hui plus que jamais d'actualité. »

Pour la porte-parole du Parti des travailleurs, la commémoration du 66^e anniversaire des massacres du 8 mai 1945 intervient dans un contexte mondial « marqué par l'agression sauvage de l'impérialisme contre la souveraineté des pays ».

Si Mme Hanoune admet qu'une véritable révolution a eu lieu en Tunisie parce qu'elle a été portée, entre autres, à bout de bras par l'Union générale des travailleurs tunisiens, ce n'est pas le cas en Syrie, en Libye ou encore au Yémen, où un véritable processus de dislocation des nations est en train d'être opéré. « Nous sommes en danger », dira-t-elle, allusion aux bombardements de l'Otan contre la Libye, à moins de 50 km de nos frontières. Pour elle, c'est une sorte de pression sur l'Algérie pour l'impliquer « dans une guerre civile, avec comme enjeu l'existence du pétrole en Libye et 200 milliards de dollars de fonds souverains. Et d'ajouter : « Ils ne démontent pas d'installer l'Africom chez nous. » Louisa Hanoune reviendra à l'actualité nationale, marquée par les mouvements sociaux dont elle dit que son parti est solidaire. »

SYRIE

Lettre d'un lecteur libanais sur la situation en Syrie

Nous avons reçu d'un de nos lecteurs une longue lettre sur la situation en Syrie, dont nous publions des extraits.

L'article de *Informations ouvrières* m'a plu, mais je voudrais préciser certains points : (...) en Syrie, en dépit des difficultés vécues par le peuple — pauvreté, marginalisation, répression, aggravation des inégalités sociales et corruption —, il y a un terrain favorable pour une révolution menée par des gens intègres, ouvrant une alternative démocratique à un pouvoir non démocratique, qui aurait pu avoir lieu en l'absence d'ingérence étrangère (...).

Une réunion s'est tenue les 10 et 12 avril en Turquie (annoncée dans les médias), à laquelle ont assisté une délégation de l'aile radicale des Frères musulmans (Syrie), une délégation des Frères musulmans de Jordanie, l'aile extrémiste du parti « Justice et Développement » (Turquie), une délégation des services secrets américains, avec Feltman (secrétaire d'État américain adjoint aux Affaires du Proche-Orient) et un conseiller de Saad Hariri (Mudallali), avec une délégation des États-

Unis et un représentant de l'émir du Qatar.

Ils ont conclu l'accord suivant :

— Coopération entre les Frères musulmans de Jordanie et de Syrie (sur le terrain et du point de vue logistique).

— Coordination entre les Frères musulmans de Jordanie et l'aile modérée du Hamas, pour diviser le Hamas.

— Les Frères musulmans de Jordanie s'engagent, en cas de prise de pouvoir en Jordanie, à transformer progressivement la Jordanie en « patrie de substitution » pour les Palestiniens.

— La délégation des Frères musulmans syriens a demandé à la délégation des États-Unis de s'engager à ne pas faire pression pour les amener à des négociations avec Israël. En cas de prise de pouvoir, elle s'est engagée à mener à bien ces négociations juste après que l'Arabie Saoudite aura mené les siennes. Lorsque le roi Abdullah de Jordanie a pris connaissance de cette transaction qui menace son pouvoir (ce plan consistant à lui permettre de garder son trône, mais dans le cadre de prérogatives limitées), il a dépêché le président du Sénat auprès de

Bachar el-Assad pour l'informer de la substance du projet américano-saoudien (...). Il s'agit d'inciter à l'affrontement entre sunnites et alawites, ce qui contribuerait à une guerre civile entre communautés susceptibles de faire tomber le régime et de conduire à la division de la Syrie par la création de cinq ou six États (...). Quant au peuple syrien qui est descendu dans la rue, motivé par des raisons justes et légitimes, afin de lever les inégalités et l'injustice dont il est victime, et pour œuvrer à la mise en place d'un système qui réponde à ses aspirations, il est divisé entre ceux qui continuent à manifester indépendamment des ingérences extérieures, ceux qui demeurent cloîtrés chez eux par crainte des violences et ceux qui ont pris conscience du complot préparé à l'encontre de leur pays. Il ne fait aucun doute que tous les peuples de la région (et de nombreux peuples du monde) souffrent des régimes en place, de la suppression des libertés, de l'exploitation et de la pauvreté. Mais il est également vrai que l'impérialisme américain exploite ces peuples en leur volant leurs ressources et en leur volant même leurs révolutions.

K. M. ■

LIBYE

Les bombardements
se poursuivent

La presse est maintenant assez silencieuse sur la Libye. Elle se contente de parler d'« enlèvement » : un jour, les troupes de la « rébellion » avancent, et, le lendemain, elles reculent face à celles de Kadhafi.

Le « groupe de contact sur la Libye », regroupant les grandes puissances, a mis en place un « fonds spécial » alimenté en partie par les avoirs libyens gelés aux États-Unis et en Europe, afin de financer le « Conseil national de transition » (CNT), le gouvernement de Benghazi.

La question de la partition de la Libye en deux : d'un côté, la Tripolitaine, de l'autre, la Cyrénaïque, est ouvertement posée.

Et les bombardements entraînant morts et blessés dans les populations civiles se poursuivent, au point que 14 obus sont tombés jeudi 5 mai sur le sol tunisien. L'AFP confirme par ailleurs la présence sur le terrain d'officiers instructeurs étrangers : vingt Anglais, dix Français, dix Italiens.

Correspondant ■